

FRA.1110 ST

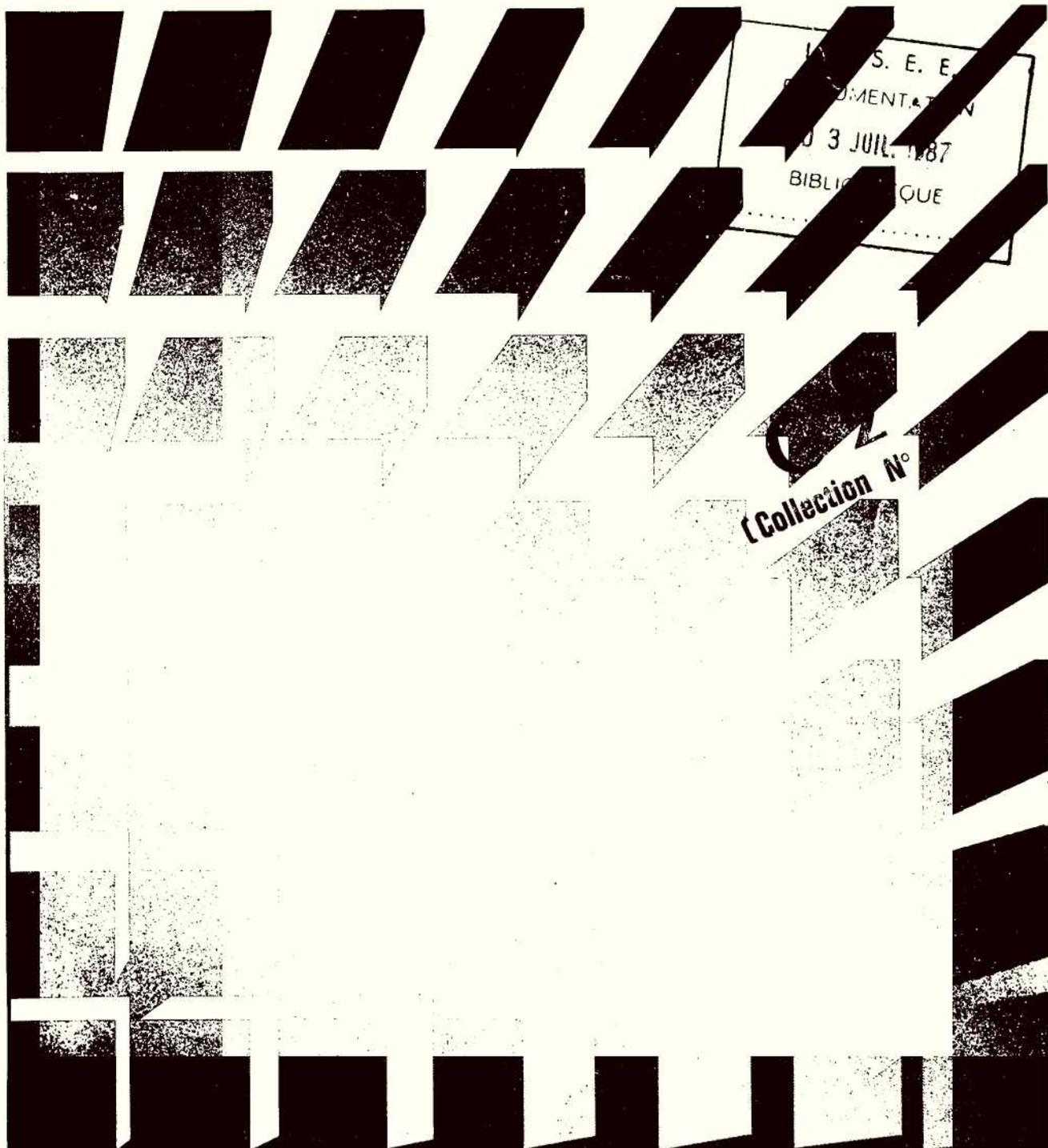
126 B

SITUATION
ET PERSPECTIVES
DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

JUILLET 1987

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE

SUPPLÉMENT A TENDANCES DE LA CONJONCTURE



institut national de la statistique et des études économiques

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE

Supplément à Tendances de la Conjoncture

République Française / Ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation / Institut National de la Statistique et des Études Économiques / Directeur général : M. Edmond MALINVAUD / Direction générale : 18, bd Adolphe-Pinard, 75675 Paris Cedex 14 / Directions régionales : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Paris, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse. Services régionaux : Ajaccio, Amiens, Besançon, Caen.

SOMMAIRE

JUILLET 1987

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

	Pages
VUE D'ENSEMBLE.....	3
I - L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	7
II - LE CONTEXTE FINANCIER ET MONÉTAIRE.....	15
1. Les marchés financiers et les taux d'intérêt	
2. La politique monétaire	
III - LES PRIX ET LES REVENUS.....	21
1. Les prix de détail	
2. Les salaires	
3. Les transferts sociaux	
4. la fiscalité	
5. Le compte des ménages	
IV - LA DEMANDE.....	41
1. La consommation des ménages	
2. L'investissement	
3. Les exportations	
V - L'ACTIVITE.....	55
1. Les importations de produits manufacturés	
2. Les stocks et la production de produits manufacturés	
3. Le bâtiment et les travaux publics	
4. Les services	
5. L'agriculture	
6. L'emploi	
VI - LES PRINCIPAUX AGREGATS.....	73
1. L'équilibre ressources-emplois de biens et services marchands	
2. Le solde extérieur	
3. Le chômage	

PROCHAINES PARUTIONS DES CAHIERS DE GRAPHIQUES

- Le N° 26 du cahier 1(bleu) paraîtra fin septembre
- Le N° 21 du cahier 2 (vert) paraîtra fin août

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE, diffusée par le département de la diffusion de l'INSEE (Chef du département : M. Pierre SOUBIE) / Maquette : agence PUZZLE / Cette publication fait notamment partie de l'abonnement à TENDANCES DE LA CONJONCTURE (Chef de section "TENDANCES" : M. Lucien CHAUVET) / Informations générales ci-contre, bulletin d'abonnement et tarifs en dernière page.

AVERTISSEMENT

Cette note analyse la situation actuelle de l'économie française et son évolution probable sur le reste de l'année. Elle comporte un chiffrage en termes de comptes nationaux trimestriels. Tous les chiffres relatifs aux trois derniers trimestre 1987 ont un caractère prévisionnel, tandis que ceux relatifs au premier trimestre sont le plus souvent provisoires. Les principales hypothèses ont été arrêtées un peu plus d'un mois avant la parution de cette note, l'hypothèse sur le cours du dollar étant, comme à l'accoutumée, conventionnel.

CONVENTIONS

Les trimestres sont repérés par les chiffres 1, 2, 3, 4 ; les semestres par I, II.

- Mds** : Milliards de Francs
MA : Moyenne annuelle
GAt : Glissement annuel trimestriel
(4ème trimestre année n/4ème trimestre année n-1)
GSt : Glissement semestriel trimestriel
(2ème trimestre année n/4ème trimestre année n-1
au 4ème trimestre année n/2ème trimestre année n)
Source : La plupart des chiffres cités proviennent de l'INSEE, et notamment des comptes nationaux trimestriels

Le service de la Conjoncture de l'INSEE souhaite la meilleure utilisation et la plus large diffusion de ses publications. Toute reproduction est donc autorisée. Cependant, dans l'intérêt même des lecteurs, citations ou références doivent être suffisamment explicites pour éviter des confusions sur les hypothèses et raisonnements qui fondent l'analyse économique.

Vue d'ensemble

L'année 1987 sera marquée par un ralentissement de la consommation totale des ménages dont la croissance passerait de 3,5 % en 1986 à 1,6 % en 1987, en raison de la modération des revenus salariaux et sociaux. En freinage au second semestre, la formation de stocks agro-alimentaires et manufacturés s'établirait en 1987 à un niveau un peu supérieur à celui de 1986 : elle contribuerait ainsi pour un dixième de point à la croissance du produit intérieur brut marchand. Compte tenu d'un investissement dont l'évolution serait similaire à celle de 1986 et d'exportations qui n'accéléraient qu'au second semestre, la croissance française serait de l'ordre de 1,3 %.

Le nombre total de personnes ayant un emploi diminuerait de 0,5 % entre le début et la fin de l'année alors qu'il s'était stabilisé en 1986. Cette évolution proviendrait de la moindre croissance et également d'un plafonnement de l'effet des mesures en faveur de l'emploi.

La hausse des prix de détail serait de 3,5 % entre le début et la fin de l'année. Malgré la libération des prix des services privés, le glissement des prix de détail hors énergie serait de 3,8 %, soit 0,2 point en dessous de celui de 1986.

Le diagnostic de la dernière note de conjoncture (mai 1987) se trouve donc dans l'ensemble reconduit. Après les mauvais résultats du printemps, le solde extérieur pourrait se redresser légèrement ; toutefois, le solde annuel FAB-FAB serait de - 25 milliards environ, contre - 17 milliards dans la note de mai. Par contre, la diminution de l'emploi industriel devrait être un peu plus faible que prévu (- 2,4 % en glissement au lieu de - 3,1 %). Intégrant les effets des nouvelles mesures, la prévision du taux de chômage en fin d'année est désormais de 11,2 %.

Les chiffres principaux		
	1986	1987
PIB marchand (F 80, évolution en %)	2,2	1,3
Consommation totale des ménages (F 80, évolution en %)	3,5	1,6
dont : manufacturés (F 80, évolution en %)	4,1	0,3
Emploi total (en glissement %) ...	0,0	-0,5
Taux de chômage au 31 décembre (%)	10,7	11,2
Prix à la consommation (en glissement %)	2,1	3,5
Solde des transactions courantes (en milliards de francs)	23,6	0,0

Une hausse des prix d'ensemble plus forte, mais un ralentissement hors énergie

Le ralentissement de la croissance des marges des producteurs et commerçants compensera la hausse des prix des consommations intermédiaires (surtout énergétiques). Les prix à la consommation des produits manufacturés du secteur privé continueraient donc à décoller : 3,2 % en glissement contre 4,5 % l'an passé.

La contribution des services privés à la hausse des prix de détail sera par contre forte. Acquis sur le début de l'année du fait de la libération des prix des services, elle limitera les conséquences de la réduction du rythme de croissance du prix à la consommation des produits industriels hors énergie sur l'évolution des prix de détail. Des hausses de prix des services plus modérées au second semestre permettraient au rythme d'inflation hors énergie de retrouver sur la deuxième moitié de l'année un niveau inférieur à celui de l'an passé (1,6 % en glissement au second semestre 1987 et 1,8 % au second semestre 1986). Sur l'ensemble de l'année, le glissement des prix de détail serait de 3,5 %, sous l'hypothèse d'un prix de l'énergie importée de 770 F par tonne au second semestre.

Une modération salariale qui freine le pouvoir d'achat du revenu

En 1987, le pouvoir d'achat des ménages augmenterait de 1,1 % après 3,5 % en 1986. Le pouvoir d'achat des revenus salariaux et sociaux diminuerait de 0,3 % contribuant négativement à la croissance de celui de l'ensemble du revenu (- 0,2 point). Le taux de salaire horaire ouvrier devrait augmenter de 3,3 % en glissement cette année comme en 1986. Mais la masse salariale reçue par les ménages n'augmenterait que de 2,5 % en moyenne annuelle, en raison de l'évolution défavorable de l'emploi, mais aussi parce que les revalorisations générales des traitements de la fonction publique seraient limitées. Les transferts sociaux nets (prestations diminuées des cotisations salariés) contribueraient peu aux gains de pouvoir

d'achat du revenu disponible en raison du freinage des prestations maladie et de la poursuite de la croissance des cotisations salariés. Par contre, l'excédent brut d'exploitation des ménages contribuerait pour environ 1 point à la croissance du pouvoir d'achat : les hausses de prix des services du début d'année améliorent le revenu des entrepreneurs individuels.

Une consommation ralentie qui reste à un niveau élevé

La confirmation en 1987 du freinage du pouvoir d'achat du revenu des ménages, commencé à la mi-1986, conduirait à la fois à une baisse du taux d'épargne (- 0,7 point en glissement annuel) et à un ralentissement de la croissance de la consommation totale (1,2 % en glissement annuel en 1987 après 2,8 % en 1986). Ce ralentissement de la consommation pèserait comme à l'habitude sur les achats de produits manufacturés et notamment de biens durables (- 0,9 % en glissement pour les premiers et - 3,3 % pour les seconds après respectivement 3,1 % et 9,6 % en 1986). Cependant au quatrième trimestre 1987, la consommation manufacturée se situerait encore 6 % au dessus du niveau atteint trois ans auparavant, au dernier trimestre 1984.

Un rythme d'investissement comparable à celui de l'an passé

L'investissement productif croîtrait de 3 % en 1987 (aux prix de l'année précédente). Dans l'industrie, la FBCF productive augmenterait au même rythme. Plus marquée dans les industries agro-alimentaires et l'automobile, la croissance de l'investissement serait modérée dans les autres secteurs industriels. L'investissement productif des grandes entreprises nationales continuerait à diminuer (- 4 %), sur la tendance observée depuis le début des années 80. Le secteur des commerces et services (37 % de l'investissement productif) tirerait la croissance de la FBCF productive : son investissement croîtrait d'environ 7 % aux prix de l'année précédente.

Des exportations plus fortes en fin d'année, des importations moins soutenues que l'an passé

Le ralentissement de l'activité mondiale a pesé sur nos exportations en début d'année. Le redressement de la demande mondiale adressée à la France, et l'évolution des carnets de commandes, en hausse depuis quelques mois d'après l'enquête mensuelle dans l'industrie, devraient conduire sur la seconde partie de l'année à une amélioration des ventes à l'étranger. Le secteur des biens d'équipement professionnel resterait handicapé par les effets de la baisse passée du dollar, et par l'orientation géographique de ses ventes largement destinées aux pays en développement et aux pays pétroliers. Les exportations de biens d'équipement professionnel limiteront donc comme l'an passé les exportations de produits manufacturés.

En moyenne annuelle la hausse de nos ventes à l'étranger ne serait, en prix constants, que de 0,6 % en raison des mauvais quatrième trimestre 1986 et premier trimestre 1987. Hors biens d'équipement nos exportations pourraient augmenter de 2 % environ cette année, favorisées par l'évolution de la demande chez nos partenaires européens, et par celle de nos coûts salariaux relatifs. Soutenues sur le début de l'année, les importations se replieraient au second semestre ; elles augmenteraient en moyenne annuelle de 4,5 % (après 8,5 % l'an passé).

Une production manufacturière qui s'ajuste

Depuis six ans, la production manufacturière oscille de plus ou moins 1/2 % autour de son niveau de 1981. En 1987, elle diminuerait de 0,4 % en moyenne annuelle après + 0,9 % en 1986 et - 0,7 % en 1985. Après une légère hausse en glissement au premier semestre (le deuxième trimestre corrigeant le repli observé au premier) la production manufacturière baisserait en glissement au second semestre.

Quoiqu'en net freinage, la formation de stocks serait encore importante en 1987 : 15,1 milliards de F 80 après 13,2 en 1986 et - 2 en 1985. Elle serait concentrée sur le premier semestre et concernerait particulièrement

l'aéronautique-armement ainsi que la construction automobile.

Comme la demande hors stocks augmenterait à un rythme similaire sur les deux semestres, les exportations prenant le relais de la FBCF sur la seconde moitié de l'année, la demande totale reculerait en fin d'année. Si le ralentissement de la formation de stocks devait être plus tardif que prévu, l'ajustement pèserait plus fortement sur la production à partir de la fin de l'année.

Les services, l'agriculture et le BTP soutiennent la croissance

Malgré le léger recul de la production industrielle, la poursuite de la croissance du produit intérieur brut marchand sera permise par une contribution positive (quoiqu'inférieure à celle de 1986) de 0,7 point des services et dans une moindre mesure de l'agriculture, des industries agro-alimentaires et du BTP qui contribuent ensemble pour 0,4 point à la croissance.

Secteur relativement protégé de l'économie française, les services continuent donc de soutenir l'activité. Sur le passé en effet leur contribution à la croissance est toujours positive, du fait notamment de l'augmentation de la part des services dans la consommation des ménages. Le secteur industriel est à la fois confronté à la concurrence étrangère, et plus touché par les fluctuations de la consommation des ménages en produits industriels sur laquelle se font les ajustements conjoncturels. Face à une demande incertaine, l'offre du secteur industriel n'a pas répondu efficacement aux à-coups de la consommation.

Au total, 1987 apparaît comme une année d'ajustement après la croissance de 1986. Cependant, comme le montre la persistance d'une formation de stocks importante, cet ajustement n'est pas terminé. La dégradation du solde manufacturier, quoique ralentie, incite à poursuivre les efforts d'adaptation structurelle de l'économie, indispensable pour muscler les entreprises engagées dans la compétition internationale tant sur les marchés français qu'étrangers. La difficulté qui persiste est d'éviter que cet ajustement ne pèse trop sur la croissance.

1918

1918

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...